

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

1ère chambre sociale

ARRET DU 02 DECEMBRE 2020

Numéro d'inscription au répertoire général : **N° RG 17/00664**
- N° Portalis DBVK-V-B7B-NFM2

ARRET n°

Décision déferée à la Cour : *Jugement du 02 MAI 2017*
CONSEIL DE PRUD'HOMMES - FORMATION PARITAIRE DE
PERPIGNAN - N° RG F 16/00054

KC/WM

APPELANTE :

S.A. SNCF VOYAGEURS (SNCF)

9 rue Jean-Philippe Rameau

93200 SAINT-DENIS

Représenté par Maître Pierre COURTY de la SCP CASSAN -
COURTY, avocat au barreau de PYRENEES-ORIENTALES

**Grosse + copie
délivrées le
à**

INTIMEE :

Madame Catherine SINOUE

née le 03 Novembre 1961 à PERPIGNAN (66)

de nationalité Française

Rés. SAM PERE, 2 rue du Niveau

66200 ELNE

Représentée par Maître Xavier LAFON de la SCP LAFON
PORTES, avocat au barreau de BEZIERS

ORDONNANCE DE CLOTURE DU 15 Septembre 2020

Le 16 décembre 2015, la SNCF notifiait à Mme SINOU son licenciement pour inaptitude physique et impossibilité de reclassement.

Le 26 janvier 2016, Mme SINOUE saisissait le conseil de prud'hommes de Perpignan contestant notamment le bien fondé du licenciement.

Suivant jugement rendu le 2 mai 2017, le conseil de prud'hommes de Perpignan :

- déboutait Mme SINOUE de sa demande de rappel de salaires
- déclarait le licenciement sans cause réelle et sérieuse pour défaut de tentative de reclassement ;
- condamnait la SNCF à payer à Mme SINOUE :
 - * une indemnité de 40 000 euros ;
 - * 3429,34 euros au titre de l'indemnité compensatrice de préavis, outre 342,93 euros bruts de congés payés y afférents ;
 - * 1000 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

L'établissement public à caractère industriel et commercial SNCF MOBILITES relevait appel de ce jugement par voie de déclaration électronique le 19 mai 2017.

Selon conclusions déposées par RPVA le 11 septembre 2020, la SNCF VOYAGEURS venant aux droits de l'établissement public industriel et commercial SNCF MOBILITES, sollicite la réformation du jugement entrepris et le rejet de l'ensemble des demandes de la salariée. Elle réclame remboursement de ses frais irrépétibles à hauteur de 1500 euros.

Au soutien de son appel, la SNCF VOYAGEURS expose que Mme SINOUE bénéficiait d'un arrêt maladie à compter du 5 août 2013. Le 3 août 2015, la médecine du travail concluait à une inaptitude temporaire à exercer ses fonctions. Le 21 septembre 2015, elle était déclarée inapte à son poste de travail et à tout poste dans l'entreprise. Mme SINOUE contestait cet avis médical mais n'engageait aucun recours. Le 2 octobre 2015, la SNCF se rapprochait de la médecine du travail pour obtenir des informations complémentaires en vue d'aménager le poste de la salariée.

Le responsable des ressources humaines tenait compte de ces indications pour rechercher des pistes de reclassement, en vain. Les recherches étaient effectuées au sein de l'Etablissement Exploitation Voyageurs (EVV), au sein de l'ESBE Grand Est, au sein du technicentre Languedoc Roussillon, au sein du Groupe Public Ferroviaire, au sein de la SNCF RESEAU. L'employeur souligne que les longs trajets domicile travail étaient médicalement contre indiqués. Par ailleurs, la SNCF ne disposait pas d'emploi à 25% comme préconisé par la médecine du travail.

En l'absence de prestation de travail la SNCF VOYAGEURS fait valoir qu'aucune indemnité de préavis n'est due.

S'agissant de la demande de rappel de salaires concernant les mois d'avril et mai 2014, la SNCF VOYAGEURS fait valoir qu'à compter du 31 janvier 2014, Mme SINOUE souhaitait percevoir directement les prestations de la sécurité sociale.

La SNCF devait uniquement traiter la partie prestations complémentaires MUTEX dès que la salariée transmettait les avis de versement des indemnités journalières. Mais Mme SINOUE avait des difficultés à faire parvenir ces documents. Les versements étaient ainsi opérés en décalage. Les bulletins étaient vérifiés et ensuite les sommes dues régularisées. Les sommes dues au titre des bulletins d'avril et mai 2014 étaient incluses dans le mandat de 1100 euros émis dans le courant du mois de mai 2014 et régularisé sur le bulletin de salaire du mois de juin 2014. Un autre mandat de 336,13 euros était émis en juillet 2014.

A titre subsidiaire, la SNCF VOYAGEURS relève que l'indemnisation accordée en première instance est excessive au regard du montant du salaire que percevait la salariée.

Selon conclusions déposées par RPVA le 13 septembre 2017, Mme SINOUE sollicite la confirmation du jugement entrepris. Elle réclame paiement de la somme de 1346,17 euros au titre des salaires des mois d'avril et mai 2014. Elle demande que l'employeur soit condamné à lui remettre les documents de fin de contrat conformes à la décision à intervenir sous astreinte de 50 euros par jour de retard commençant à courir passé un délai de 15 jours suivant la notification de l'arrêt. Elle réclame que les sommes allouées portent intérêts au taux légal à compter de la saisine du conseil de prud'hommes en application de l'article 1153 du code civil. Elle sollicite remboursement de ses frais irrépétibles à hauteur de 1500 euros.

A l'appui de ses prétentions, Mme SINOUE conteste avoir perçu les sommes de 390,13 euros et 956,04 euros mentionnées sur les bulletins d'avril et mai 2014. La somme émise par mandat de 1100 euros était déduite de la paie du mois de juin 2014.

En outre, Mme SINOUE reproche à la SNCF VOYAGEURS de ne pas avoir pris en considération les prescriptions de la médecine du travail. Mme SINOUE relève que la SNCF INFRAPOLE et la SNCF TECHNICENTRE LANGUEDOC ROUSSILLON étaient interrogées avant que le médecin du travail fasse part de ses préconisations. L'employeur ne justifierait pas de l'impossibilité d'adapter, transformer son poste, ou la muter. Mme SINOUE soulève l'absence de production aux débats du livre d'entrée et de sortie du personnel. Mme SINOUE rappelle que la SNCF comptabilise pas moins de 260 000 collaborateurs dans 120 pays ; qu'elle réalise un chiffre d'affaires de 31,4 milliards d'euros, qu'elle est organisée en 3 EPIC ; qu'elle couvre 5 métiers. Pourtant les recherches de reclassement étaient cantonnées. Les sociétés du groupe KEOLIS, SNCF Habitat, ICF Habitat n'étaient pas démarchées.

L'ordonnance de clôture est intervenue le 15 septembre 2019.

MOTIFS :

Sur l'obligation de reclassement :

Selon l'article L1226-2 du Code du travail, l'employeur doit proposer au salarié déclaré inapte par le médecin du travail à reprendre l'emploi qu'il occupait précédemment, un autre emploi approprié à ses capacités, compte tenu des conclusions écrites du médecin du travail et des indications qu'il formule sur l'aptitude du salarié à exercer l'une des tâches existantes dans l'entreprise et aussi comparable que possible à l'emploi précédemment occupé, au besoin par la mise en oeuvre de mesures telles que mutations, transformations de postes de travail ou aménagement du temps de travail.

Les possibilités de reclassement doivent être recherchées au sein de l'entreprise et le cas échéant du groupe auquel elle appartient.

Le 3 août 2015, la médecine du travail déclarait Mme SINOUE temporairement inapte.

Lors de la deuxième visite médicale de reprise, le 21 septembre 2015, la conclusion du médecin du travail était la suivante : *“ Ne peut pas occuper un poste de travail actuellement - invalidité catégorie 2 1/8/2015 ”*

Le 2 octobre 2015, la SNCF réclamait des précisions auprès de la médecine du travail qui répondait de la sorte le 12 octobre 2015 : *“ temps partiel, 25% temps travail, hors contact clientèle, hors risque ferroviaire, hors conduite de véhicule, tâches simples type bureautique sans responsabilité directe. Les longs trajets domicile travail sont également médicalement contre indiqués ”*.

La SNCF VOYAGEURS ne justifie pas, faute de produire une seule pièce probante sur ce point, de son organisation interne, des différents postes existants au sein de l'entreprise. Le registre d'entrée et de sortie du personnel n'est effectivement pas versé aux débats.

Il résulte de l'extrait du site de recrutement de la SNCF que les offres d'emploi sont multiples et les catégories de postes variés.

Le groupe SNCF est organisé en 3 EPIC :

*EPIC SNCF qui prend en charge le pilotage global du groupe ;

*EPIC SNCF RESEAU qui gère, exploite et développe le réseau ferré français ;

*EPIC SNCF MOBILITES (désormais SA SNCF VOYAGEURS) : le transport de voyageurs et de marchandises.

Le groupe couvre 5 métiers : SNCF Réseau / SNCF VOYAGEURS/ KEOLIS/ SNCF LOGISTICS/ SNCF IMMOBILIER.

Mme SINOUE, embauchée en 1987, a elle même occupé plusieurs fonctions au sein de la SNCF : personnel nettoyage/agent de collectivité/agent commercial/ agent d'escale et de service en gare. Ce qui démontre ses capacités d'évolution et d'adaptation.

Or, l'employeur limitait ses recherches de reclassement en Languedoc Roussillon (cf courriers type envoyés par le DRH produits aux débats).

Si les déplacements de Mme SINOUE devaient être limités pour préserver sa santé, elle n'a jamais été consultée sur une mutation géographique éventuelle. Elle pouvait accepter un déménagement et s'installer à proximité de son nouveau lieu de travail.

L'employeur justifie uniquement avoir sollicité quatre établissements. Ce qui est peu au regard de l'importance structurelle de l'EPIC SNCF MOBILITES (devenu SA SNCF VOYAGEURS) et du groupe SNCF.

Les réponses négatives étaient retournées entre le 12 et le 19 octobre 2015. Or, les précisions apportées par le médecin du travail sont détaillées dans un courrier daté du 12 octobre 2015.

Au final, aucune proposition n'était adressée à la salariée.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, l'employeur ne démontre pas qu'il a procédé à une recherche active et sérieuse de reclassement du salarié. Il ne justifie pas de l'impossibilité de proposer un emploi conforme aux dispositions de l'article 1226-2 du code du travail, tenant compte des prescriptions de la médecine du travail, aussi comparable que possible à l'emploi précédemment occupé, au besoin par la mise en oeuvre de mesures telles que mutations, transformations de postes de travail ou aménagement du temps de travail. Le licenciement de Mme SINOUE est donc dépourvu de cause réelle et sérieuse. Le jugement querellé sera confirmé sur ce point.

Sur les conséquences du licenciement sans cause réelle et sérieuse:

Sur l'indemnité compensatrice de préavis :

Si le salarié ne peut en principe prétendre au paiement d'une indemnité pour le préavis qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter en raison d'une inaptitude à son emploi, cette indemnité est due au salarié dont le licenciement est dépourvu de cause réelle et sérieuse en raison du manquement de l'employeur à son obligation de reclassement consécutive à son inaptitude.

Aux termes des dispositions de l'article L 1234-5 du code du travail, dans sa version applicable au présent litige, l'indemnité compensatrice de préavis correspond aux salaires et avantages, y compris l'indemnité de congés payés qu'aurait perçu le salarié, s'il avait travaillé pendant cette période.

Elle se calcule sur la base du salaire brut soumis aux cotisations sociales qu'aurait perçu le salarié s'il avait travaillé pendant cette période.

En application des dispositions de l'article L 1234-1 du code du travail, il y a lieu de confirmer le jugement de première instance ayant alloué à ce titre à la salariée la somme de 3429,34 euros bruts, outre 342,93 euros bruts de congés payés y afférents.

Sur l'indemnité pour licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse :

Il est constant qu'à la date de présentation de la lettre recommandée notifiant le licenciement, Mme SINOUE avait au moins deux ans d'ancienneté dans une entreprise de 11 salariés et plus ; il y a donc lieu à l'application de l'article L. 1235-3 du Code du travail dont il ressort que le juge octroie une indemnité au salarié qui ne peut être inférieure aux salaires des six derniers mois.

Compte tenu notamment de l'effectif de l'entreprise, des circonstances de la rupture, du montant de la rémunération de Mme SINOUE, de son âge (née en 1961), de son ancienneté (embauche en 1987), de sa capacité à trouver un nouvel emploi eu égard à sa formation et à son expérience professionnelle et des conséquences du licenciement à son égard, tels qu'ils résultent des pièces et des explications fournies, la cour retient que l'indemnité à même de réparer intégralement le préjudice subi doit être évaluée à la somme de 40 000 euros.

Le jugement déféré sera donc confirmé.

Sur le rappel de salaires :

Il incombe à l'employeur de rapporter la preuve de l'exécution de son obligation contractuelle de paiement.

A compter du 1er février 2014, Mme SINOUE percevait directement les indemnités de la sécurité sociale.

Les rémunérations dues (compléments d'indemnités journalières) pour les mois d'avril (390,13 euros) et Mai 2014 (565,91 euros) n'étaient pas réglées à échéance (fin de mois), dans l'attente du justificatif des indemnités journalières versées à la salariée. D'où la mention "mis à disposition" sur les bulletins de paie.

Le bulletin de paie du mois de mai 2014 prend en compte dans le net à verser la somme de 390,13 euros (net à payer d'avril). Ainsi, le 31 mai 2014, la SNCF VOYAGEUR restait devoir à Mme SINOUE la somme de 956,04 euros.

Le "mandat de solde" édité le 7 mars 2014 (virement du 3 mars 2014 sur le compte bancaire de Mme SINOUE) et le "mandat de solde" édité le 4 avril 2014 (virement du 2 avril 2014 sur le compte bancaire de la salariée) étaient mis à exécution avant l'échéance des mois d'avril et mai 2014.

En tout état de cause, les montants ne coïncident pas.

Au surplus, les sommes de 1000 et 1100 euros apparaissent en retenues sur les bulletins de paie des mois d'avril et juin 2014.

Le "mandat de solde" qui aurait été émis en juillet 2014 en régularisation complémentaire des sommes dues n'est pas versé aux débats.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, l'employeur ne démontre pas avoir satisfait à son obligation de paiement. Il convient de condamner la SNCF VOYAGEURS à payer à Mme SINOUE la somme de 956, 04 euros bruts à titre de rappel de salaires pour les mois d'avril et mai 2014. Le jugement du conseil de prud'hommes ayant rejeté la demande sera infirmé sur ce point.

Sur les indemnités Pôle Emploi :

L'article L.1235-4 du code du travail, dans sa version applicable au présent litige, dispose que dans les cas prévus aux articles L. 1235-3 et L. 1235-11, le juge ordonne le remboursement par l'employeur fautif aux organismes intéressés de tout ou partie des indemnités de chômage versées au salarié licencié, du jour de son licenciement au jour du jugement prononcé, dans la limite de six mois d'indemnités de chômage par salarié intéressé.

Ce remboursement est ordonné d'office lorsque les organismes intéressés ne sont pas intervenus à l'instance ou n'ont pas fait connaître le montant des indemnités versées.

Le licenciement de la salariée ayant été jugé sans cause réelle et sérieuse, il y a lieu à l'application de l'article L.1235-4 du Code du travail et d'ordonner le remboursement par l'employeur aux organismes intéressés de tout ou partie des indemnités de chômage versées du jour de son licenciement au jour du jugement prononcé, dans la limite de trois mois d'indemnités de chômage.

Le jugement dont appel sera confirmé de ce chef.

Sur les documents de fin de contrat :

Suite à la rupture du contrat de travail qui liait Mme SINOUE à la SNCF MOBILITES, l'employeur doit délivrer un certificat de travail, une attestation Pôle Emploi, les bulletins de paie, un solde de tout compte rectifiés conformément au présent arrêt, sans qu'il y ait lieu d'assortir cette obligation d'une astreinte.

Sur les intérêts :

Les sommes à caractère salarial produiront intérêts au taux légal à compter de la réception de la convocation devant le bureau de conciliation et les sommes à caractère indemnitaire produiront intérêts au taux légal à compter de la décision qui en a fixé le montant soit, en l'espèce le jugement.

Sur les dépens:

La SNCF VOYAGEURS succombant à l'instance sera condamnée aux dépens.

Sur les frais irrépétibles :

L'équité commande de condamner la SNCF VOYAGEURS à payer à Mme SINOUE la somme de 700 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

PAR CES MOTIFS :

La cour, statuant publiquement, par mise à disposition au greffe, par arrêt contradictoire :

Confirme le jugement du conseil de prud'hommes de Perpignan du 2 mai 2017 dans toutes ses dispositions sauf en ce qu'il a débouté Mme SINOUE de sa demande en paiement de rappel de salaires ;

Statuant à nouveau et y ajoutant :

Condamne la SNCF VOYAGEURS venant aux droits de l'EPIC SNCF MOBILITES à payer à Mme SINOUE la somme de 956, 04 euros bruts à titre de rappel de salaires ;

Ordonne à l'employeur de délivrer un certificat de travail, une attestation Pôle Emploi, les bulletins de paie, un solde de tout compte rectifiés conformément au présent arrêt, sans qu'il y ait lieu d'assortir cette obligation d'une astreinte ;

Condamne la SNCF VOYAGEURS venant aux droits de l'EPIC SNCF MOBILITES à payer à Mme SINOUE la somme de 700 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile ;

Rappelle que les sommes à caractère salarial produiront intérêts au taux légal à compter de la réception de la convocation devant le bureau de conciliation et les sommes à caractère indemnitaire produiront intérêts au taux légal à compter du jugement.

Rejette le surplus des demandes ;

Condamne la SNCF VOYAGEURS venant aux droits de l'EPIC SNCF MOBILITES aux dépens.

LA GREFFIERE

LE PRESIDENT

